



Interurbain Isère

22/09/2025

Et maintenant ? On continue !

La journée de grève et de manifestation du 18 septembre a amplifié le succès de celle du 10 septembre, avec plus d'un million de manifestants et des actions de toutes sortes (blocages, piquets de grève, assemblées générales, etc.). Quelles en seront les suites ?

Les ministres passent, le programme reste

Lecornu continue à vouloir nous faire payer la « dette » : 44 milliards d'économies ? 25 milliards ? Cela dépendra du rapport de force. Mais dans tous les cas, ce sera en supprimant des milliers d'emplois dans la fonction publique, en bloquant les salaires, en sabrant dans les hôpitaux, en déremboursant médicaments et soins... En concertation avec le grand patronat pour continuer à financer les marchands de mort, Dassault, Safran, Thalès, à offrir chaque année 270 milliards de subventions et exonérations et à engraisser les actionnaires des grandes entreprises.

Battre le fer tant qu'il est chaud...

Face à la déclaration de guerre aux classes populaires que représente le projet de budget, l'appel à « tout bloquer » le 10 septembre a sorti les confédérations syndicales de leur léthargie. La journée du 18 septembre a été un succès encore plus important, avec des taux de grève que l'on n'avait pas vus depuis longtemps, comme dans les transports, et beaucoup de jeunes dans les manifestations.

Mais que proposent les organisations syndicales pour faire suite à ce succès ? Un « ultimatum » creux, qui revient à renvoyer la balle à Lecornu. De leur côté, le Parti socialiste, les Écologistes et le Parti communiste français acceptent de discuter avec lui afin de négocier les sacrifices qu'ils voudraient nous imposer. La France insoumise, elle, refuse de le rencontrer, et, au lendemain du 10, avait appelé à poursuivre le mouvement... mais en donnant pour perspective la destitution de Macron, c'est-à-dire un retour aux arcanes institutionnels. Mais pour stopper la politique patronale, pour renverser la vapeur, il faudra bien plus qu'un simple départ de Macron, bien plus même qu'un simple changement de la Constitution. Il faudra s'en prendre au pouvoir des patrons de nous exploiter et à cette classe bourgeoise

qui ne manque jamais de politiciens pour la servir et nous écraser.

Pour faire reculer le gouvernement et le patronat, il faudra les y contraindre en bloquant l'économie par la grève, et pas seulement quelques journées de grèves réussies : nous l'avons vu en 2023 avec le mouvement contre la casse des retraites. Il faut une grève qui s'étende dans tous les milieux de travail et qui dure suffisamment pour paralyser la machine à profits.

... en forgeant nos revendications

Un tel mouvement ne peut se contenter de la revendication d'un « meilleur budget », ou de « conditions » au pillage de centaines de milliards d'euros de nos impôts par les grandes entreprises ! Qui ferait grève pour taxer à 2 % des fortunes multipliées par quatre depuis le Covid ? Ou pour « geler » l'éloignement de la retraite à 63 ans au lieu de 64 ?

Pour que des millions de travailleurs risquent leur paie, et, pour les plus précaires, leur emploi, il faut que le jeu en vaille la chandelle : des augmentations de salaire qui repoussent les fins de mois du 15 au 30, des embauches qui mettent fin aux cadences infernales, et bien d'autres choses encore. C'est de nos vies qu'il s'agit : personne n'est mieux placé que nous pour savoir ce dont nous avons besoin. C'est à nous de déterminer nos revendications.

Saisissons l'occasion pour en discuter dans les ateliers et les bureaux, avant et après les manifestations, afin de nous organiser à la base, pour décider nous-mêmes de notre lutte, en construire les étapes. Des dizaines de grèves ont éclaté ces deux dernières semaines. Dans chacune d'elle se joue un peu du rapport de force entre nous, le monde du travail, et nos ennemis, les capitalistes. Mais pour que nous l'emportions, il faudra frapper ensemble, aller vers une grève générale, seule à même de vraiment « tout bloquer » !

Laissez voler les p'tits papiers

Un mouvement social de grande ampleur, nous l'espérons, est en train de se construire... et pendant ce temps-là, la direction de KPA met une étape supplémentaire dans la difficulté à se déclarer gréviste en voulant absolument nous faire signer des petits bons de déclaration... mais alors, il faudrait que ces bons soient en permanence à la disposition des salariés, ou au moins pendant toute la durée des préavis... chiche ?

Barbus avant d'avoir des nouvelles

A Barbusse, on pourrait avoir notre numéro de quai sur la feuille de route... Au Lichoud, on attend, on ne sait pas quand est-ce qu'arrive la correspondance ou si seulement on doit en attendre une, là encore, on pourrait voir ça en un coup d'œil sur les feuilles de route. Si compliqué !?

Classe de découverte

A Goncelin, de nouveaux assureurs débarquent... on croirait que leur mission principale consiste à signaler chacun de nos faits et gestes. Ils ne connaissent visiblement pas encore notre façon de défendre collectivement nos intérêts, on veillera à les y sensibiliser !

Petit brunch entre amis

A chaque fois qu'elle veut nous faire remplir son questionnaire pour le « baromètre d'engagement », la direction paye la note de traiteur... un repas gratuit, par les temps qui courent, c'est difficile à refuser. L'énergie déployée pour nous faire participer à ces pitreries RH, en revanche, donne quasiment des indigestions...

Le 18 aux VFD

Aux VFD, nous étions une trentaine de grévistes le 18, une dizaine à manifester à Lyon et d'autres collègues sans doute à Bourgoin. Nous avons marché contre les attaques antisociales au niveau du budget, mais aussi pour montrer à la direction des VFD, notamment au nouveau chef détaché de Maisonneuve, que nous sommes prêts à nous battre pour nos revendications. Il y aura d'autres dates nationales, participons y encore plus nombreux, dans le Nord Isère mais aussi dans le sud !

Fin du mouvement aux TCL

La grève massive du 8 septembre aux TCL n'aura pas de suite. Certains syndicats ont signé un accord augmentant une prime de présentéisme. Cette prime, bien différente du salaire de base, est en plus réservée aux conducteurs, alors qu'ils n'étaient pas les seuls dans le combat. Une prime de division, une prime anti-grève, une prime contre l'action collective.

Pour faire passer la pilule, ces syndicats ont procédé à des « consultations ». De la démocratie d'apparence, qui cache mal les préférences de ceux qui réalisent la consultation. La vraie démocratie, celle des assemblées générales et des comités de grève, suppose des discussions collectives et à bâtons rompus entre ceux qui veulent lutter, pas des conciliabules entre ceux qui n'attendent qu'une seule chose : la levée des préavis.

Régie soufflette

Un ouvrier de la maintenance bus de la RATP à Paris, 27 ans d'ancienneté, a été révoqué après un test salivaire positif au THC. Bipolaire et reconnu comme travailleur handicapé, il prenait du CBD à des fins thérapeutiques, en étant suivi par un médecin. Que certains métiers soient incompatibles avec la prise de substances, c'est une chose. Mais était-ce vraiment le cas de ce collègue mainteneur ? Et puis quand bien même, si des travailleurs sont médicamenteux, il faut adapter leur poste, pas en tenir rigueur et les révoquer ou les licencier pour inaptitude !

Fumée sur Katmandou

Au Népal, la jeunesse s'est révoltée contre la corruption du gouvernement et la richesse indécente dans laquelle se vautrait les élites du pays alors que tous les jeunes et les travailleurs vivent dans la misère et le chômage. Le gouvernement a coupé internet et ordonné de tirer par balle sur la foule, ce qui n'a fait qu'accroître la colère populaire. Le Premier Ministre a démissionné pour tenter de calmer les manifestations qui prenaient des allures d'insurrection. Mais les Népalais ne se sont pas laissés avoir par cette démission et n'ont attendu ni ultimatum, ni vote à l'Assemblée, ni promesse du gouvernement pour incendier le Parlement et chasser les politiciens du pays en attendant, peut-être, de chasser les bourgeois qui dirigent la société.

Reconnaissance sans conséquence

Macron dit qu'il va reconnaître l'Etat de Palestine mais à quelles conditions? Après plus de 65 000 morts depuis octobre 2023, plus de 160 000 blessés, une famine et deux ans de bombardements quotidiens, qu'est ce que ça va changer ? Rien. Rappelons que c'est déjà ce que prévoyait l'accord d'Oslo en 1993 avec le résultat que l'on connaît aujourd'hui. Donc retour au *statu quo* : un Etat qui bombarde des civils parqués dans une prison à ciel ouvert.

Scanne le QR code pour retrouver notre article complet sur le sujet.



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique - Pour nous contacter : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org

Rejoins la liste mail du NPA-R Grenoble : <https://tinyurl.com/56s5278n>